

Ma visite au Cambodge vise à réitérer l'attachement du Canada à la résolution pacifique du conflit cambodgien, au processus international de maintien de la paix et à la promotion du désir des Nations Unies de construire un véritable pays.

Ce que nous tentons de faire au Cambodge est sans précédent parce que, au-delà du maintien de la paix traditionnel, nous voulons gérer la transition vers la démocratie, ce qui comprend à la fois l'inscription des électeurs, la rédaction des lois, la tenue d'élections et le maintien de la paix.

Le processus de paix au Cambodge comportent de nombreux risques, les intentions et les aspirations à long terme des Khmers rouges n'étant pas parmi les moindres. Je discuterai de cette situation lors de mes entretiens à Tokyo la semaine prochaine, comme je l'ai récemment fait avec mes homologues australien et indonésien. Bien que nous soyons tous inquiets, nous sommes convaincus de la nécessité d'un Cambodge stable et prospère. Le défi réside dans la transition vers la démocratie et l'implantation de règles de droit.

* * *

Le Canada a toujours été un ardent défenseur des approches collectives de la sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique.

C'est à la suggestion du Canada que les pays du Pacifique Nord ont amorcé une discussion plus active des questions de sécurité, non seulement sur les questions classiques de sécurité militaire, mais aussi sur les causes sous-jacentes des différends et la nécessité d'un mécanisme pacifique de règlement des différends. Il en a résulté une activité accrue au niveau des gouvernements, des milieux universitaire et non gouvernemental. En effet, une importante conférence concernant le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord et les discussions qui en découlent aura lieu ici même à Vancouver, le mois prochain.

L'expérience et la tradition du Canada se sont aussi avérées utiles dans les efforts déployés pour trouver des solutions pacifiques aux différends territoriaux dans la Mer de Chine méridionale, une des de conflits réels dans la région.

Ces questions sont toutes à l'ordre du jour de nos discussions avec nos partenaires de la région Asie-Pacifique. Lors de ma participation à différentes Conférences postministérielles de l'Association des nations de l'Asie du Sud Est (ANASE), j'ai favorisé l'ajout des questions de sécurité régionale. Nous avons donc été très heureux de la récente décision des membres de l'ANASE d'adopter cette nouvelle voie.

Au moment où le vide de la dimension sécurité régionale est graduellement comblé, nous prenons part, sur le plan économique,